

Membres du comité d'actions féministes,

Voici mon rapport découlant de ma participation à la 67<sup>e</sup> Commission de la condition de la femme des Nations Unies (CSW) qui s'est déroulée du 2023-03-06 au 2023-03-10 à New York. Je tiens tout d'abord à remercier la Fédération des travailleurs et des travailleuses du Québec (FTQ) de m'avoir permis de vivre cette expérience unique. Nous étions une délégation d'environ 15 femmes du Québec provenant de plusieurs organisations syndicales différentes. La solidarité qui a régné pendant la semaine où je m'y suis rendue fut extraordinaire. Ce fut aussi pour moi un premier contact avec les membres et les membres du personnel du Congrès du travail du Canada (CTC). Cela m'a permis de mieux comprendre la structure et l'importance de leur implication dans la Commission sur le statut de la femme. Je me suis permis de nourrir leur blogue, d'aller à l'évènement de bienvenue organisé par l'organisme et aussi de participer à la rencontre préparatoire en prévision de l'évènement. Pour être bien honnête envers vous, j'ai été élue en janvier dernier comme VP représentant les femmes et j'ai appris quelques jours plus tard que j'avais été choisie afin d'aller assister à cette Commission. J'ai donc dû rapidement lire sur le sujet, tenter de réorganiser mon horaire et planifier à la hâte ce voyage. Au cours des prochaines lignes, je tenterai de vous faire vivre mon expérience le plus fidèlement possible sous la forme d'un journal de bord. J'espère que vous apprécierez la formule. Bonne lecture!

Pour mieux comprendre ce qu'est la CSW, je me dois de vous l'expliquer très brièvement. « La CSW est le principal organe intergouvernemental mondial dédié exclusivement à la promotion de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes. La CSW est une commission fonctionnelle du Conseil économique et social des Nations Unies (ECOSOC). Elle joue un rôle important dans la promotion des droits des femmes. Elle reflète la réalité vécue par les femmes dans le monde entier et contribue à l'établissement des normes mondiales. Les États membres de l'ONU sont bien certainement invités à y participer, mais également plusieurs organismes non gouvernementaux, notamment les syndicats et les organismes communautaires. Le but de cette rencontre annuelle est d'évaluer les progrès réalisés, ou non, en lien avec la mise en œuvre de la *Déclaration et du Programme d'actions de Beijing*. Si je peux me permettre de vulgariser très grossièrement ici, c'est un peu comme l'accord de Kyoto, mais en matière de droits des femmes.

Pendant la CSW, les États membres conviennent des mesures à adopter pour accélérer les progrès et promouvoir la pleine jouissance par les femmes de leurs droits politiques, économiques et sociaux. Les conclusions et les recommandations de chaque session sont transmises à l'ECOSOC afin qu'il en assure le suivi<sup>1</sup>. » Les organismes non gouvernementaux, comme le CTC ou la FTQ, peuvent aussi contribuer à ces recommandations en donnant leur expertise et leur point de vue à la délégation de leur pays, ici la délégation canadienne. On peut donc dire qu'il y a un petit bout de nous dans les recommandations finales qui ont été adoptées. Yééé!

Cette année, le thème choisi pour la 67<sup>e</sup> édition était *l'innovation, et changement technologique, et l'éducation à l'ère numérique pour parvenir à l'égalité des sexes et à l'autonomisation de toutes les femmes et filles*. C'est donc avec mon petit sac à dos, ma belle bouteille d'eau neuve

---

<sup>1</sup> ONU FEMMES, [En ligne],

<https://www.unwomen.org/fr/csw#:~:text=La%20Commission%20de%20la%20condition,de%20l'autonomisation%20des%20femmes>. Page consultée le 2023-05-24

donnée par le CTC et ma grande soif d'apprendre de nouvelles connaissances que j'ai entamé cette semaine extraordinaire.

Le 2023-03-06 marque ma première journée à l'ONU. Lorsque je suis arrivée devant les portes, un sentiment d'espoir a jailli en moi... comme si le fait de travailler toutes ensemble pouvait faire en sorte d'enrayer les iniquités et les différentes oppressions. C'est donc dans cet état d'esprit que j'ai franchi les portes de ce bâtiment si impressionnant. J'ai aussi eu la chance de côtoyer des femmes de partout autour du globe, aussi magnifiques les unes que les autres.

J'ai d'abord assisté à la conférence *Repousser le reflux : Solutions nordiques à la violence sexiste en ligne*. En fait, plusieurs ministres et premiers ministres des pays nordiques y étaient et échangeaient sur les bonnes pratiques afin de lutter contre la violence en ligne. J'ai choisi cette conférence, car les pays nordiques sont reconnus pour leurs idées et projets innovateurs, par exemple dans la réinsertion sociale des personnes criminalisées.

Les panélistes ont abordé comme piste de solution, et presque de façon unanime, qu'il fallait légiférer. Il a aussi été question de modifier le Code criminel en fonction de l'avancement technologique. Par exemple, pour la Suède, un viol peut être commis en ligne, et ce, même si l'agresseur n'est pas physiquement avec la victime.

Il faut aussi encadrer les entreprises qui font du commerce en ligne et qui utilisent la plateforme numérique, et ce, afin d'éviter les agressions et de mettre un frein aux différentes formes d'oppression. Qui plus est, la collaboration internationale s'avère encore plus primordiale, étant donné qu'Internet n'a pas de frontière.

Il a aussi été question de l'éducation, qui joue un rôle clé dans la tentative de faire adopter des comportements durables et à long terme. On suggère aussi d'ouvrir le dialogue avec des personnes plus jeunes, avec les autres générations. Le changement doit provenir de la base et non pas d'en haut. Une dirigeante de la Barbade a pris la parole et a mentionné avoir trouvé le tout très inspirant. Elle suggérait même d'aller de l'avant avec une campagne de sensibilisation sur Tik Tok, inspirée par les idées tenues lors de la conférence, pour toucher davantage les jeunes.

Par la suite, j'ai gagné le billet pour assister aux discussions générales des états membres de l'ONU. Tout un honneur! Une super expérience dans la grande salle dorée de l'ONU, soit la même salle grandiose que l'on peut voir dans les films. C'était très inspirant et beau à voir. Malheureusement, je ne peux rapporter textuellement tout ce que j'ai vu et entendu de la part de l'ensemble des pays participants. Je tenterai donc de vous rapporter ce qui a davantage retenu mon attention.

D'emblée, la paix était omniprésente dans les discours des personnes dirigeantes. Le fait que les algorithmes reproduisent les biais de genre a aussi été apporté à plusieurs reprises. Il en va de même avec l'intelligence artificielle. L'importance de l'autonomisation des femmes a aussi été souvent rapportée.

Il a aussi été question de l'impact des changements climatiques sur les femmes. En effet, on prévoit que les femmes seront davantage touchées par ces derniers. Dans un autre registre, la pandémie n'aurait fait qu'exacerber la fracture numérique pour les groupes opprimés par le genre.

La Slovénie a mentionné que les nouvelles technologies sont loin d'être neutres. En fait, ils ont constaté que les femmes vivaient des iniquités par leur manque d'accès au numérique, plus particulièrement celles qui sont âgées, qui habitent en zone rurale ou qui sont immigrantes. Plusieurs pays, dont la Turquie, ont fait mention d'applications en ligne pour venir en aide aux femmes ou aux personnes opprimées par le genre, afin de recevoir de l'aide immédiate. Également, la Turquie a mentionné offrir de la formation en très bas âge (0-6 ans) afin de les protéger des risques propres au numérique. La Corée du Sud a aussi mentionné son inquiétude, pour les femmes, en lien avec l'utilisation des mégadonnées.

J'ai aussi été particulièrement touchée par le discours de la ministre française, Marlène Schiappa, Secrétaire d'État auprès de la première ministre, chargée de l'Économie sociale et solidaire et de la Vie associative. Cette dernière a mentionné que le numérique a aussi aidé la cause des femmes, notamment avec le phénomène *me too*. Elle a fait part du difficile équilibre entre la liberté d'expression et la protection des personnes opprimées par le genre sur les plateformes numériques. Elle a décrit en quoi consistait la Loi Schiappa, loi qui notamment criminalise le fait de participer à une opération de déferlement de haine en ligne et de cyberharcèlement en meute, et ce, dès l'envoi d'un message, d'un tweet, d'un commentaire. Elle a terminé avec une citation de la célèbre chanteuse, Jennifer Lopez, qui mentionne : *Let's get loud* et appelle l'ensemble des femmes à le faire.

Finalement, j'ai terminé ma journée avec la difficile, mais au combien nécessaire conférence sur les violences sexuelles armées perpétrées par l'armée russe, en Ukraine. J'y ai tellement été bien accueillie, ce qui témoigne une fois de plus de la générosité et de la résilience du peuple ukrainien. Le témoignage d'une survivante de la guerre m'a énormément touchée, tout comme son courage à raconter les abus vécus et la force des femmes ukrainiennes à vouloir se mobiliser. En effet, ces dernières tentent de s'organiser et se rassembler pour partager leur vécu et afin d'aider les femmes qui ont aussi subi pareille atrocité. Le message qu'elle souhaitait nous transmettre est que nous devons agir afin que le cauchemar cesse. Par agir, elle mentionnait notamment l'appui de la communauté internationale à faire décréter cette guerre comme un génocide. Fait à noter que le Canada a récemment décrété que la guerre en Ukraine était un génocide.

Par la suite, une partie d'un documentaire sur les crimes sexuels vécus par les femmes ukrainiennes nous a été présentée. Il fut possible de constater que les crimes sexuels sont bien présents et constituent même une arme de guerre de la part de l'armée russe, le but étant d'intimider et d'humilier le peuple ukrainien. Les crimes sexuels demeurent quelque chose de tabou, dont on parle peu. Je tenais ici à saluer le courage du peuple ukrainien, des femmes ukrainiennes, à prendre la parole ouvertement et à dénoncer cette criminalité cachée.

Le 2023-03-07, j'ai assisté à la conférence *Les femmes dans le changement numérique et technologique et les implications pour l'égalité des sexes* offerte par l'Autriche.

Il a beaucoup été question de l'importance de l'intersectionnalité lors de la présente conférence. On évoquait que les structures n'étaient pas adaptées pour les femmes, plus particulièrement pour les femmes racisées. Par exemple, l'une des panélistes a affirmé qu'alors que les femmes racisées réussissent aussi bien que les femmes non racisées à l'école secondaire, le taux de décrochage est plus élevé pour ces dernières lors de leur passage aux études postsecondaires.

Pourquoi ? Plusieurs facteurs sociaux économiques peuvent expliquer le phénomène, notamment la nécessité de devoir rapidement se trouver un emploi.

On rappelle aussi que les structures ne sont pas adaptées pour toutes les femmes. Il faut effectuer des changements systémiques en profondeur et créer des environnements plus inclusifs.

Il faut aussi recueillir davantage de données sur les femmes dans toute leur diversité, ce qui peut faire une réelle différence. Par exemple, les données recueillies sur les crises cardiaques concernent surtout des hommes. Cela a comme conséquence que les femmes reçoivent des soins moins adaptés à leur condition, car il existe peu ou pas de données.

Il faut aussi créer de nouvelles politiques. Politiques créées *par* les femmes et *pour* les femmes. Ces dernières auront nécessairement un impact sur le numérique. Les nouvelles politiques doivent absolument tenir compte du genre.

L'intelligence artificielle a aussi tendance à renforcer les stéréotypes et la discrimination, par exemple celles fondées sur le genre ou la race. Le fait qu'une grande proportion d'hommes blancs cisgenres agissent derrière la programmation en est pour quelque chose. Il faut donc promouvoir l'accès de toutes les femmes à ce type d'emploi.

Comme pistes de solutions, on mentionne notamment d'investir dans l'éducation numérique, d'y faire une plus grande place à l'intersectionnalité et d'offrir un environnement numérique sans violence. Les femmes doivent continuer d'être solidaires et de se supporter les unes les autres avec encore plus de force.

Plus tard en journée, j'ai assisté à la conférence offerte par le Maroc sur le rôle de la numérisation dans l'autonomisation économique et sociale des femmes en situation difficile.

Il a été mentionné que plusieurs centres pour femmes victimes de violence et leurs enfants, au Maroc, utilisaient la technologie pour aider les femmes. Néanmoins, le problème semble surtout se situer au niveau de l'accessibilité pour ces femmes d'accéder à la plateforme numérique.

Le Maroc promet aussi un renforcement des lois afin de lutter contre la violence des femmes sur la toile. On mentionne à plusieurs reprises que les femmes sont davantage touchées par la violence en ligne.

Selon les panélistes présentes, il faut former plus d'experts et d'expertes en enquête en cybercriminalité afin de réellement pouvoir faire la lutte à ce type de criminalité bien précise.

Il faut aussi davantage former les juges, policier-ères et autres personnes intervenantes sur la violence faite aux femmes afin de mieux protéger ces dernières. Il faut également une meilleure coordination entre les services de santé, services juridiques et policier-ères.

Il est aussi suggéré de donner davantage de pouvoir aux femmes. Cela pourrait permettre d'influencer le législateur afin qu'une plus grande sensibilité soit accordée aux difficultés vécues par les femmes sur le Web.

On apporte aussi comme exemple une application disponible en ligne pour aider les femmes victimes de violence. Néanmoins, l'accessibilité au numérique, pour les femmes marocaines, semble être un enjeu de fond.

Aujourd'hui, le 2023-03-08 c'est la Journée internationale des droits de la femme! J'ai eu la chance d'assister, une fois de plus, à la grande commémoration dans la grande salle dorée.

Il a été mentionné que plus de 30 % des femmes dans le monde n'ont pas accès à Internet. Compte tenu de la pluralité d'informations qui se trouvent sur le Web, cela crée véritablement un déséquilibre pour les femmes.

On souhaite lancer un message de pouvoir, force et courage en cette journée. Nous sommes rendues à un moment crucial aujourd'hui. Un tournant historique, où les choses doivent changer.

On doit amorcer une révolution du numérique. Cela passe par les femmes, car elles font en sorte d'assurer une meilleure inclusion de toutes au numérique. On se doit aussi de le faire pour les générations futures.

Plusieurs pays ont pris la parole, sous forme de plénière. Il a été mentionné que les femmes sont beaucoup plus susceptibles de vivre de la violence en ligne. On se doit donc d'agir et de leur offrir du support. Il faut mettre un frein aux stéréotypes et le faire tôt, notamment en mettant un frein aux jouets genrés.

Les hommes ont aussi plus accès à la technologie que les femmes et il s'avère essentiel d'agir pour que cesse cet écart. Il s'avère nécessaire d'inclure les hommes si les femmes souhaitent faire des gains. Les hommes ont besoin des femmes!

On doit donner du pouvoir aux femmes en lien avec le numérique. On le sait, la technologie a apporté le meilleur, mais également le pire. Il faut prendre le meilleur afin que les femmes réussissent à avoir davantage accès, notamment, à l'éducation, aux sciences, à des services de santé, etc.

Fait aussi important à mentionner qu'une meilleure représentation des femmes sur les plateformes numériques s'avère être une solution clé au changement climatique.

J'ai eu aussi le bonheur d'entendre la chanteuse Isabelle Gottfried, âgée d'à peine 17 ans. Sa chanson, *I'll raise up*, m'a beaucoup touchée.

À l'heure du dîner, j'ai eu l'énorme privilège d'aller partager un repas à la délégation du Québec à New York. Je fus invitée, comme d'autres leaders syndicales, par Mme Martine Hébert et son équipe, déléguée du Québec à New York. Nous avons échangé sur plusieurs sujets, dont l'intersectionnalité, l'équité salariale, les féminicides et les violences envers les femmes. Un très beau et bon dîner qui m'a permis de faire la connaissance de Mme Hébert, mais aussi de discuter d'enjeux importants pour les femmes de la FTQ.

En soirée, je me suis joint au réseau parlementaire des femmes dans la francophonie. Je dois avouer que j'étais contente d'assister à une rencontre uniquement en français! En effet, la traduction simultanée était offerte principalement dans la grande salle dorée.

Afin de connecter avec d'autres femmes de la francophonie, j'ai décidé de participer à cette conférence. Cette dernière était présidée par Mme Chantal Soucy, présidente. Elle a fait part des bonnes pratiques au Québec pour motiver les femmes à s'intéresser à une carrière scientifique. L'initiative québécoise Chapeau les filles! a été présentée et j'en étais assez fière. D'autres initiatives ont aussi été présentées comme le concours miss mathématiques (Côte-d'Ivoire), MolenGeek (Belgique) et le concours miss CI (France). J'ai été contente d'en apprendre davantage sur les initiatives offertes dans la francophonie.

On constate que le manque de références féminines, l'absence de modèles proches et un manque d'expérience pratique peuvent influencer le choix des femmes à faire carrière dans les sciences. Dans certains pays de la francophonie, certains lycées axés sur les sciences sont réservés aux garçons.

D'ailleurs, on constate que les sciences demeurent en quelque sorte la chasse gardée des garçons et que lorsque les femmes souhaitent y accéder, cela peut être perçu comme une forme d'invasion ou d'intrusion. Les hommes demeurent aussi ignorants quant au vécu des femmes, d'où l'importance que les femmes soient impliquées dans l'univers numérique.

Dans certains pays d'Afrique, on véhicule le préjugé que les filles qui s'intéressent aux sciences sont perçues comme des filles moches. Cependant, on constate que les femmes scientifiques ne chôment pas dans ces pays. Elles sont aussi fortement représentées en politique (pouvoir exécutif), dans l'enseignement supérieur et seraient davantage accomplies financièrement.

Les solutions apportées sont d'utiliser les différents médias afin qu'il y ait plus de modèles féminins pour les jeunes filles et aussi d'encourager la promotion des modèles féminins en matière d'innovation.

-----

Le 2023-03-09, j'ai assisté à la conférence *Breaking the silence of femicide : end gender based violence against women and girls*.

La conférence a débuté sous une note choquante en stipulant que toutes personnes qui s'identifient comme femme sont menacées. D'ailleurs, dans certains pays, l'endroit où les femmes et les filles sont le plus menacées est à l'intérieur même de leur foyer.

Également, la quantité de données disponibles sur les femmes est très limitée dans l'univers numérique.

Les femmes ont été plus touchées par toutes formes de violences lors de la pandémie. On estime qu'elles auraient été davantage affectées en Europe, Amérique centrale et dans les Caraïbes. Les femmes politiciennes vivraient aussi davantage de violences numériques que leurs homologues masculins.

Plusieurs femmes victimes de violence ne veulent pas porter plainte. Il faut donc offrir davantage de services appropriés aux femmes survivantes et développer encore plus d'outils technologiques pour investiguer les féminicides. Cela nous permettrait de recueillir des données importantes et en apprendre davantage sur ce phénomène.

On revient beaucoup sur le fait qu'il faut recueillir plus de données sur les femmes. D'ailleurs, il serait important de tenter de recourir aux médias pour récupérer ces précieuses données, bien que les médias véhiculent des stéréotypes basés sur le genre.

Il faut aussi travailler en prévention en établissant des points avec les services de police et les services sociaux.

Lors des féminicides, l'accent est parfois mis sur le fait qu'il s'agit d'un geste involontaire, alors que c'est tout le contraire. On doit cesser de parler de « crime passionnel », de « crime de sang ». Il s'agit d'un meurtre. D'un meurtre commis sur une femme, car elle était une femme. C'est pour ça qu'on parle de « féminicide ». On évoque aussi la nécessité de légiférer en mettant l'accent sur les crimes basés sur le genre.

On constate aussi que dans le monde, plusieurs délits sexuels commis à l'endroit des femmes, comme le viol, se terminent par un meurtre. Les femmes victimes de trafic humain n'ont pas de voix. On doit créer des outils technologiques pour mettre fin à ce fléau.

On estime que plusieurs féminicides demeurent également non-identifiés, soit environ 4 sur 10. Plusieurs féminicides seraient aussi accompagnés de violence sexuelle.

On aborde une initiative qui s'est déroulée en Grèce, utilisée par trois municipalités. Il s'agit d'une sorte de bouton de panique. Les policiers et policières peuvent alors facilement localiser les femmes en détresse et les aider.

En Israël, on a mis en place un programme de réhabilitation jumelé à un programme de protection. Le programme est né d'une collaboration entre un organisme à but non lucratif et le gouvernement. Il permet la communication entre les femmes afin d'assurer leur sécurité. On en retient qu'on doit donner plus de place aux organismes communautaires afin que naisse ce type d'initiative.

En après-midi, j'ai assisté à l'évènement parallèle offert par l'organisme Regard de femmes. Il était offert en partenariat avec l'Organisation internationale de la francophonie. En fait, je n'avais pas l'intention d'y participer à priori. Néanmoins, j'ai fait la rencontre d'une femme lors de l'évènement du lundi (dans la belle salle dorée) qui m'a fortement invité à y participer. Comme rien n'arrive pour rien, j'ai finalement décidé de m'y inscrire.

J'ai appris que plus de 60 millions d'enfants dans le monde n'ont pas d'identité juridique. On a parlé de l'importance de déclarer les naissances. En n'ayant aucun statut, ces enfants sont en quelques sortes des enfants fantômes, des enfants morts-vivants.

On constate que les femmes et les filles sont surreprésentées chez les personnes n'ayant pas d'identité juridique. Cette situation apporte son lot de défis, dont des contraintes légales,

matérielles et financières. On observe aussi davantage de décrochage scolaire chez les jeunes filles qui ne détiennent pas de preuve d'identité.

Sans identité, le droit de vote devient impossible. La scolarisation également. On constate que le salaire des femmes augmente de 10 % lorsqu'elles dépassent le niveau primaire et de 25 % lorsque le niveau secondaire est atteint. Également, les droits patrimoniaux, dont les héritages ne peuvent être transférés aux personnes sans papier. L'approche holistique doit donc être préconisée.

En Côte-d'Ivoire, un important travail a été fait afin que les enfants et les femmes retrouvent leur identité. Le 1/3 des enfants de ce pays n'étaient pas déclarés à l'état civil et 20 % des décès n'étaient pas déclarés.

Les personnes sans identité craignaient de déclarer le tout, car certaines d'entre elles ont pu emprunter le nom d'une autre personne par le passé et cela était punissable par la Loi. Revenir à son identité apportait donc des contraintes importantes au niveau légal. Une loi d'amnistie devait donc être implantée pour faciliter le tout.

En partenariat avec plusieurs gouvernements africains et l'organisme Regard de femmes, 5000 femmes en Afrique ont pu finalement obtenir un acte de naissance. Le travail a d'abord débuté par un important recensement. Une aide médicale s'est également avérée nécessaire afin d'identifier l'âge des femmes et finalement un travail administratif afin de remettre les actes de naissance aux femmes et afin de créer un fichier unique de recensement. C'est précisément ici que la numérisation de fichier de l'état civil s'est avérée très importante.

J'ai été invitée à discuter avec les dirigeantes bénévoles de l'organisme à la suite de la rencontre. J'ai vraiment eu de super échanges avec elles et j'ai pu obtenir davantage d'informations sur Regard de femmes et les projets qu'elles ont accomplis au fil des années. Une discussion enrichissante et captivante!

En soirée, j'ai participé à la réception offerte par l'ambassade du Canada. La ministre des Femmes, de l'Égalité des genres et de la Jeunesse, l'honorable Marci Ien, a livré un discours inspirant basé sur sa propre expérience. L'ambassadeur et ancien ministre, Bob Ray, est également venu à notre rencontre. Bien que j'ai apprécié l'évènement, je me dois de rapporter l'absence totale du français lors de cette réception.

Le 2023-03-10 était déjà ma dernière journée à New York! Je commençais à peine à prendre goût à ma nouvelle vie. Comme la semaine a passé vite! J'ai donc décidé de terminer ma semaine en beauté et d'assister à la conférence offerte par le Mali en matinée : la technologie numérique au service de l'autonomisation de la femme au Mali : Les bonnes pratiques.

J'ai été super bien accueillie par mes homologues qui semblaient tous et toutes se connaître. Rapidement, je me suis présentée et c'est comme si j'avais fait partie du groupe depuis toujours!

Nous avons parlé des bonnes pratiques en matière de numérisation qui pouvaient tenter de réduire les iniquités basées sur le genre. Le concours Miss Sciences a été présenté ainsi que le programme STEAM (action pour que les femmes et les filles s'intéressent au genre).

Une formation donnée spécifiquement pour les femmes sur les technologies numériques a aussi été présentée et se serait avérée très bénéfique. Environ 6184 femmes auraient été rejointes avec ce programme.

On parle aussi des applications numériques qui ont aidé les femmes agricultrices à se créer une communauté. Au Mali, plus de 70 % de la population habite en milieu rural. Cependant, 74 % des femmes ont accès à un téléphone portable.

L'essor des ventes en ligne au Mali aurait contribué à aider le commerce des femmes.

Également, beaucoup de femmes au Mali abandonnent l'école et se marient en bas âge. L'arrivée du numérique a donc permis de leur donner davantage accès à des contenus éducatifs et de faire du mentorat auprès des femmes. Une application mise au point lors d'un partenariat entre le Mali et le Canada aurait contribué à cet essor.

En fait, on a constaté que le numérique a beaucoup aidé à donner un levier aux femmes et a donc contribué à leur autonomie.

Ma dernière conférence fut celle de la Fondation équité des genres donnée par le Canada. La campagne *Répondez à l'appel* nous a été présentée. En textant le #5400540 les personnes qui sont les premiers répondants en matière de violence peuvent recevoir de l'aide immédiate.

Par la suite, l'honorable Mari Ien est venue vous parler et nous présenter l'application *Safe you*. La majeure partie de la conférence fut consacrée à la présentation de l'application.

Il s'agit d'une application révolutionnaire, car elle utilise la technologie sur plusieurs composantes. La première, en aidant les femmes à enregistrer du contenu qui pourrait servir de preuve en Cour. Aussi, en obtenant de l'aide d'urgence rapidement et également en permettant des forums de discussions entre femmes. J'ai cru comprendre que l'application n'était pas disponible en français et qu'elle ne serait pas encore disponible au Québec.

Par la suite, il a été question de la violence que les femmes subissent sur les différentes plateformes numériques. Qu'il existe un coût humain à toutes ses formes de violence. Les femmes recevraient toutes les 30 secondes de la violence en ligne. On constate que la violence sexiste est malheureusement également véhiculée par les nouvelles technologies et qu'elle y serait même facilitée.

Il a aussi été question que les drones puissent être utilisés pour capter des vidéos touchant les femmes, et ce, sans avoir obtenu leur autorisation préalable.

Plusieurs pistes de solution ont été apportées, dont la responsabilisation des harceleurs. On doit aussi donner plus de soutien direct aux victimes. Les grandes compagnies numériques doivent aussi faire partie de la solution.

Tout compte fait, mon expérience à l'ONU fut l'une des plus enrichissantes de toute ma vie. J'en suis revenue chamboulée, transformée, et ce, tant sur le plan physique que psychologique, moi

qui ai marché en moyenne 3 à 5 kilomètres par jour! Non seulement j'ai eu la chance de rencontrer des femmes d'exception provenant des quatre coins du globe, mais j'en ai aussi appris davantage sur l'impact du numérique et des nouvelles technologies sur les femmes. J'ai pu comprendre comment le numérique peut venir aider et supporter les femmes, mais également comment les femmes sont plus susceptibles d'être victimes de violences sur ces nouvelles plateformes.

Ce que j'ai surtout compris, c'est que derrière les nouvelles technologies, il y a des humains. Des personnes qui sont susceptibles de reproduire les biais de genre, qu'ils soient inconscients ou non. Tel que je l'ai mentionné, les femmes demeurent encore peu nombreuses dans cette industrie, ce qui contribue à perpétuer ces biais. À l'aube d'une nouvelle ère qui sera probablement contrôlée par l'intelligence artificielle, je crois qu'il est primordial qu'on écoute les femmes et qu'elles soient davantage impliquées dans ces nouvelles technologies.

Féministement vôtre,

Andréanne Samson  
VP représentant les femmes – FTQ